



Extrait du UJFP

<https://ujfp.org/spip.php?article5500>

Bienvenue aux migrant-e-s ! La solidarité n'est pas un délit

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -



Date de mise en ligne : vendredi 24 mars 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Alors que l'élection présidentielle donne lieu à une exacerbation des discours démagogiques, racistes et xénophobes, nous souhaitons combattre la stigmatisation dont les migrant-e-s sont l'objet. Nous souhaitons rendre visible une autre perspective, solidaire. Nous en appelons au cœur et à la raison de chacune et de chacun. Les réfugiés ne sont pas un problème mais une chance pour toutes et tous.



La France est loin de prendre sa part dans l'accueil des réfugiés qui traversent la Méditerranée au péril de leur vie alors même qu'elle porte sa part de responsabilité, comme l'Union européenne, dans les raisons qui les poussent à partir. Il faut une toute autre politique en faveur des réfugiés qui prenne en compte la situation actuelle et anticipe sur celle des années à venir. Notre pays pourrait faire plus et mieux !

L'hypocrisie a assez duré : il y a urgence à mettre en place un vrai service d'accueil des réfugié-es et à garantir la liberté de circulation et d'installation des migrant-es.

Les réfugiés d'aujourd'hui ne doivent pas devenir les sans-papiers de demain qui servent de main d'oeuvre surexploitée. C'est ainsi que 120 travailleurs sans papiers occupent aujourd'hui le marché de Rungis pour contraindre les employeurs et les autorités à les régulariser. Sans eux, le MIN de Rungis ne fonctionnerait pas.

De nombreuses villes et villages en France ont accueilli sans problème de nombreux réfugié-e-s. L'ouverture du centre d'accueil de 400 réfugiés sur Ivry est une première étape, que nous soutenons, mais insuffisante à l'échelle des besoins en Ile de France.

Aujourd'hui, la solidarité est criminalisée.

On assiste depuis plusieurs mois à la recrudescence de cas où la solidarité est considérée comme un délit. Procès de personnes venues en aide aux migrants, réfugiés, Roms, ou sans-papiers, menaces de lourdes sanctions, mesures d'intimidation, poursuites, condamnations à Calais, à Paris, à Norrent-Fontes, à Boulogne, à Loos, à Nice, à Perpignan, à St-Etienne, à Meaux...

Au-delà, c'est le soutien à tout étranger qui tend à devenir suspect. C'est la contestation des politiques menées qui est assimilée à de la rébellion et au trouble à l'ordre public. **Ces procédés d'intimidation doivent cesser.**

Des milliers de personnes se sont mobilisés autour de la vallée de la Roya pour soutenir les « délinquants solidaires », dont l'agriculteur Cedric Herrou. Nous refusons que les populations visées par des politiques ou des pratiques xénophobes soient privées de soutien. Nous voulons que soient encouragé-e-s celles et ceux qui se montrent solidaires des migrants et des sans-papiers. C'est l'avenir du principe même de solidarité qui est en jeu.

Nous vous invitons à venir en débattre le samedi 1er avril

à partir de 15h à VITRY SUR SEINE

salle Robespierre - 27 avenue Robespierre

Au fond de la dalle (la salle sera fléchée)

Bus 132, 180, 183 Mairie de Vitry

(RER C Vitry sur Seine ou M° ligne 7 Villejuif Louis Aragon)

En présence de Cédric Herrou, agriculteur de la vallée de la Roya « délinquant de la solidarité », des travailleurs sans-papiers en lutte du MIN de Rungis,...

Journée organisée par RESF, LDH, MRAP, Romeurope, ASSOUEVAM (association de soutien aux étrangers du Val de Marne), CIVCR (collectif ivryen de vigilance contre le racisme), collectif Port à l'Anglais solidaire avec les réfugié-e-s et les syndicats CGT, FSU et Solidaires

Bienvenue aux migrant-e-s

La solidarité n'est pas un délit